

[Texte]

**Mr. Wanner:** I have briefly reviewed the Cooke report, but we have not put a great deal of time and study into the matter. We would certainly support discussing the issue further.

Given your earlier question about the agreement between the provinces and the federal government to working relationships, I think, generally speaking—the Nielsen task force seemed to support it—the Canada Assistance Plan has worked well. There may be some areas which need to be expanded and possibly studied further. Perhaps because of our perspective in Alberta, we believe the Canada Assistance Plan has served the people of Canada fairly well.

**Ms Mitchell:** I have to respond to that. I think the complaint is we have a system in Canada. Forget about Alberta for a moment. We have a system in Canada where we have funding only for the very poor and tax deductions for the more well-to-do. We have no system of funding for child care for the in-between, the vast majority of average working people. I think that was the concern. The Canada Assistance Plan does not cover them. Unless you have subsidies from the province, fees have to be too high. Parents take their kids out of child care or pay an exorbitant amount, a very high proportion of their income.

Thank you. I guess I should share with my colleagues.

**The Chairman:** Thank you. Mr. Duguay.

**Mr. Duguay:** Thank you, Madam Chairman. The Cooke report . . . I will just give you one paragraph to tell you where I am coming from:

As our focus has been on non-parental care which supplements that which is provided by parents, we have not addressed the issue of how parents themselves should treat children in their own homes. Similarly, our mandate did not include consideration of the care of children in programs provided under education legislation.

You talked in your brief presentation about the demographic facts of life in Canada clearly supporting the need for a national child care strategy. That is where the Cooke report departed. They just said it is happening in Canada. I think anywhere from 39% of women in Newfoundland to 60% plus of women in another province work. Therefore, there is a need for child care and for the government to establish a national financing act. That is their point of departure.

• 0930

I want to ask a philosophical question to which you may not have an answer any more than I do. I think it is an important one. We know what has happened. My question is this: Is it happening because people want it to happen or because of the economy? Is it happening because we have not had good enough support legislation for the enforcement of separations and divorces and support of the other spouse and the children?

[Traduction]

**M. Wanner:** J'ai brièvement étudié le rapport Cooke, mais pas en profondeur. Nous aimerions certainement en discuter plus longuement.

Étant donné votre question antérieure au sujet de la collaboration entre les provinces et le gouvernement fédéral, je pense qu'en général—le groupe de travail Nielsen semble l'appuyer—le régime d'assistance publique du Canada a bien fonctionné. Dans certains domaines, il serait peut-être nécessaire de prévoir une expansion et peut-être de procéder à d'autres recherches. Peut-être est-ce dû à notre perspective en Alberta, mais nous croyons que le régime d'assistance publique du Canada a bien servi les intérêts des Canadiens.

**Mme Mitchell:** Je me permets de répondre à cela. On se plaint du régime au Canada. Ne parlons pas pour l'instant de l'Alberta. Ce régime ne prévoit des subventions que pour les gens à très faible revenu et des déductions d'impôt pour ceux qui sont plus à l'aise. Nous n'avons aucun régime de subvention pour la garde d'enfants pour ceux qui se situent entre ces deux extrêmes, c'est-à-dire la vaste majorité des travailleurs. Je pense que c'est là le problème. Le régime d'assistance publique du Canada ne s'applique pas à eux. A moins d'avoir des subventions provinciales, les frais sont trop élevés. Les parents retirent leurs enfants de la garderie ou payent un montant exorbitant, une proportion très élevée de leurs revenus.

Merci. Je devrais laisser parler mes collègues.

**La présidente:** Merci. Monsieur Duguay.

**M. Duguay:** Merci, madame la présidente. Le rapport Cooke . . . Je vais vous en citer un paragraphe pour situer ma préoccupation:

Puisque nous nous sommes concentrés sur les soins qui complètent ceux que donnent les parents, nous n'avons pas étudié la question de savoir comment les parents eux-mêmes devaient traiter leurs enfants dans leur propre foyer. De même, notre mandat ne comprenait pas les soins des enfants dans des programmes établis sous le régime des lois scolaires.

Dans votre bref exposé, vous avez déclaré que la situation démographique au Canada démontrait clairement la nécessité d'une stratégie nationale sur la garde d'enfants. C'était le point de départ du rapport Cooke. On se demandait si tel était le cas au Canada. Je pense qu'au moins 39 p. 100 des femmes à Terre-Neuve et plus de 60 p. 100 des femmes dans les autres provinces travaillent. Par conséquent, les services de garde sont nécessaires, et c'est au gouvernement d'adopter une loi nationale sur leur financement. C'est leur point de départ.

Je veux vous poser une question d'ordre philosophique à laquelle vous n'aurez peut-être pas plus de réponse que moi. Je pense qu'elle est importante. Nous savons ce qui s'est produit. Ma question est la suivante: cela se produit-il parce que les gens le désirent ou à cause de l'économie? Cela se produit-il parce que notre législation en matière de divorce et de séparation est déficiente dans la mesure où elle ne permet pas de faire respecter l'obligation alimentaire à l'endroit de l'autre